COMMUNIQUE DE PRESSE

Vingt et unième réunion du Comité de Coordination et de Surveillance des Risques Systémiques

---

Rabat, le 7 juillet 2025

Le Comité de Coordination et de Surveillance des Risques Systémiques (CCSRS) a tenu le lundi 7 juillet sa vingt et unième réunion au siège de Bank Al-Maghrib à Rabat.

Après avoir examiné et approuvé la 12ème édition du rapport sur la stabilité financière au titre de l'année 2024 et validé le bilan de la feuille de route de la stabilité financière 2022-2024, le Comité a, notamment, analysé la cartographie des risques systémiques, passé en revue les résultats des travaux de son sous-comité mensuel et examiné plus globalement la situation du système financier et les tendances macroéconomiques observées et attendues. Le Comité a ainsi relevé ce qui suit :

- Après une certaine résilience, l'économie mondiale devrait poursuivre son ralentissement dans un contexte de fortes incertitudes, lié notamment à la nouvelle politique commerciale des Etats-Unis, ainsi qu'à l'aggravation des tensions géopolitiques. En dépit de cette conjoncture, l'économie nationale a enregistré une croissance soutenue de 3,8% qui, selon les projections de Bank Al-Maghrib, devrait s'accélérer à 4,6% en 2025 avant de reculer légèrement à 4,4% en 2026. Pour sa part, et après un ralentissement marqué à 0,9% en moyenne en 2024, l'inflation ne connaîtrait qu'une hausse modérée, pour atteindre 1,1% en 2025, puis 1,8% en 2026. Concernant les comptes extérieurs, après s'être établi à 1,2% du PIB en 2024, le déficit du compte courant devrait se creuser à 2,1% du PIB en 2025, avant de se réduire légèrement à 1,9% en 2026, tandis que les avoirs officiels de réserve devraient se renforcer davantage à court terme, assurant une couverture supérieure à cinq mois d'importations de biens et services. S'agissant des finances publiques, le déficit budgétaire, hors produit de cession des participations de l'État, est revenu en une année de 4,4% à 3,9% du PIB en 2024 après avoir atteint 5,4% en 2022. Ce processus de consolidation devrait se poursuivre, pour atteindre 3,4% du PIB en 2026. La dette du Trésor devrait, pour sa part, revenir de 67,7% du PIB en 2024 à 67% en 2025, puis à 65,6% en 2026.
- Dans ces conditions, le crédit bancaire au secteur non financier devrait s'accélérer à 6% en moyenne sur la période 2025-2026, en rupture avec la décélération observée lors des années précédentes avec une croissance moyenne de 2,7% en 2023-2024. Cette dynamique s'est accompagnée d'une montée des risques relevant le taux des créances en souffrance de 8,4% en 2024 à 8,8% à fin avril 2025, pour un taux de provisionnement relativement stable autour de 68%.
- Le secteur bancaire a poursuivi le renforcement de ses fondamentaux enregistrant une progression de 24% de son résultat net établi sur base sociale, à la faveur, en particulier, de la bonne tenue de ses activités de marché, portant le rendement de ses actifs à 0,9% et celui de ses fonds propres à 9,5%. Cette performance a permis à consolider la solvabilité du secteur qui affiche, en moyenne, un ratio de fonds propres de base et global de 13,5% et 16,2%, respectivement. Sur base consolidée, ces ratios ressortent à 12,3% et à 14,1% en 2024. Les tests de résistance macroéconomiques menés par Bank Al-Maghrib confirment la résilience du

secteur face aux chocs, dans le respect des exigences prudentielles. Le ratio de liquidité à court terme demeure également supérieur au seuil réglementaire.

- S'agissant des Infrastructures des Marchés Financiers, les résultats du suivi et des évaluations effectuées confirment de nouveau leur forte résilience aussi bien sur le plan financier que sur le plan opérationnel et laissent conclure qu'elles présentent toujours un niveau de risque faible pour la stabilité financière.

- De même, le secteur des assurances a pu maintenir une dynamique positive. Son chiffre d'affaires global s'est établi à 58,8 milliards de dirhams, enregistrant une croissance de 5,1%, répartie de manière équilibrée entre la branche non-vie (+5,2%) et la branche vie (+5%). Cette dernière a particulièrement retrouvé un rythme de croissance plus soutenu après une forte décélération constatée une année auparavant (+1,8%).

  Sur le plan de la rentabilité, le secteur a généré un résultat net comptable de 4,4 milliards de dirhams, en hausse de 2,9% par rapport à 2023. Cette progression est principalement attribuable aux performances des activités non techniques et financières portées par un contexte financier favorable. Le rendement des fonds propres (ROE) est resté quasi stable à 9,6% en raison d'une hausse des fonds propres proche de celle du résultat net.

  Les plus-values latentes se sont nettement appréciées (+70,7%) dans le sillage de la bonne tenue du marché boursier et la baisse des taux. Cette évolution a contribué à l'amélioration de la marge de solvabilité du secteur qui a atteint 354,7% contre 330,4% un an auparavant.

  Par ailleurs, les exercices de stress tests font ressortir une résilience globale des entreprises d'assurances aux conditions macroéconomiques et techniques défavorables.

- En ce qui concerne le secteur de la retraite, l'application de la première tranche des augmentations salariales issues du dialogue social du 29 avril 2024 a permis d'améliorer certains indicateurs financiers des régimes de retraite du secteur public. Néanmoins, ces régimes continuent d'enregistrer des déséquilibres structurels et leur viabilité à long terme n'a pas connu d'amélioration significative.
  Il devient indispensable de procéder à la réforme dont les orientations stratégiques ont été arrêtées par l'accord conclu au terme dudit dialogue social (système à deux pôles). Cette réforme devrait permettre d'assurer la soutenabilité des régimes à long terme à travers l'établissement d'une tarification équilibrée et la résorption d'une grande partie de leurs engagements non couverts.

- Au niveau de la place boursière de Casablanca, l'indice MASI connaît depuis le début de l'année 2025 une évolution positive, enregistrant au 1er juillet une performance de 25%, dans le prolongement de la tendance observée au cours de l'année 2024. Le niveau de volatilité moyen a augmenté en 2025 notamment en raison des tensions observées sur les marchés internationaux au début du mois d'avril 2025. En effet, la volatilité moyenne s'est établie à 15,45% à fin juin 2025 contre 8,27% à fin 2024 et 11,04% en 2023. Pour sa part, le ratio de liquidité du marché boursier à fin mai 2025 ressort en nette amélioration avec un niveau de 13,92% contre 12,45% à fin 2024 et 8,88% à fin 2023.
- Sur le marché obligataire, la tendance baissière des taux se poursuit et les émissions de Bons du Trésor s'élèvent à 57,7 milliards de dirhams à fin mai 2025 contre 77,99 milliards de dirhams pendant la même période de l'année précédente. Compte tenu des remboursements réalisés depuis le début de l'année d'un montant de 40,3 milliards de dirhams, l'encours des bons du Trésor s'est établi à 771 milliards à fin mai 2025. L'encours de la dette privée, quant à lui, s'est

maintenu au même niveau à 278,6 milliards de dirhams à fin mai 2025 contre 278 milliards à fin 2024.

- Au 13 juin 2025, l'actif net des OPCVM a atteint près de 792 milliards de dirhams, en hausse de 21,2% par rapport à fin 2024. Cette hausse est portée notamment par les souscriptions nettes des investisseurs qui s'élèvent à 93,65 milliards de dirhams depuis le début de l'année 2025.
- S'agissant des autres catégories d'OPC, les données à fin mars 2025 comparées à décembre 2024, font ressortir que l'actif net global des OPCI s'élève à 110 milliards de dirhams, en légère hausse de 0,6%, que l'actif net global des OPCC se situe à 3,52 milliards de dirhams, en augmentation de 12% et que l'encours des fonds de titrisation se maintient autour de 17,64 milliards de dirhams.
- Concernant la qualité et le nombre des investisseurs sur le marché des capitaux, le regain d'intérêt des personnes physiques observé lors du précédent semestre se confirme aussi bien en termes d'ouvertures de comptes titres, de nombre de porteurs de parts d'OPCVM que de volume des transactions réalisées en bourse.

Enfin, le Comité a salué les progrès accomplis visant à renforcer la conformité et l'efficacité du dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme tout en appelant à poursuivre les efforts en perspective du troisième cycle des évaluations mutuelles du GAFIMOAN devant être entamé en 2026.

Contact presse :
Nouaim SQALLI
Tel : 06.66.208.246
E-mail : n.sqalli@bkam.ma